

bourgeoisie d'accroître les forces productives tout en maintenant et en figeant les rapports de production dans le cadre d'un enseignement et d'une discipline vétuste, à la fonction sociale précise, laissait prévoir des explosions soudaines (dont la grève du 13 décembre ou l'affaire Condorcet ont été les prémisses).

Mais, constatant le caractère fluctuant et cyclique de la mobilisation lycéenne, et la grande hétérogénéité du milieu, nous excluons la perspective d'un syndicat lycéen.

A — On peut, schématiquement, distinguer trois étapes dans l'évolution des C.A.L. :

1. La première est celle du développement dans les lycées possédant une certaine tradition politique (C.V.N.), des C.A.L. dont nous soulignons dès le début le *caractère épisodique, ponctuel* (niant ainsi toute *permanence* à leur apparition) et sur lesquels nous entretenions cependant des visées « syndicalistes ». Nous refusant à toute « politisation » des C.A.L., nous maintenions la dualité de structures avec les Comités Vietnam (qui devenaient très vite des structures vides et sans perspective, et dont les militants se transformaient indifféremment en militants des C.A.L.), et nous maintenions leur action sur le strict plan universitaire et revendicatif. Mais on verra que la dynamique enclenchée par de simples mots d'ordre comme « lycée caserne » ou « liberté d'expression » avaient, dans le contexte lycéen, une *dynamique plus importante que nous ne le soupçonnions*.

2. En mai, les C.A.L., structures *préexistantes* à la crise, étaient donc les pôles naturels de regroupement des lycéens en lutte, assumant ainsi le rôle de « soviets », et se confondant souvent avec l'assemblée générale, et l'ensemble des lycéens occupant le lycée. Avec la généralisation du mouvement à la France entière, le développement des C.A.L., jusqu'ici surtout confiné à la région parisienne, a pris une ampleur nationale, atteignant des lycées où n'avaient jamais existé ni Comités Vietnam, ni organisations politiques, et la reconnaissance nationale du sigle C.A.L. a permis de capitaliser par la suite cette percée.

3. Nous abordions la rentrée de septembre avec le projet de l'organisation politique de masse, et c'est dans ce sens que nous nous sommes efforcés au congrès des C.A.L. de novembre de structurer nationalement les C.A.L., de les homogénéiser politiquement, de tenter de transformer la mosaïque des C.A.L. née de mai en une organisation politique nationale (notons en passant la confusion que nous entretenions dans le premier projet de textes de référence des C.A.L., où nous écrivions : « (en mai) l'absence de charte et d'élément unificateur (tel un journal) se traduit par un éclectisme considérable entre les différents comités, les C.A.L. apparaissant pour certains lycéens comme un simple organisme de défense. Ainsi s'explique la confusion de mai-juin ; les C.A.L. étant la seule organisation lycéenne connue à l'échelon national, ils ont parfois perdu leur vocation d'animation des luttes pour devenir l'expression d'une lutte ». C'était là ne pas comprendre la spécificité de la période révolutionnaire, mais cela posait le problème, sur lequel nous reviendrons plus loin, des conditions d'existence de structures comme les C.A.L.).